

Stage ATTAC, novembre-décembre 2002

Keith Dixon

Le Royaume Uni : patrie symbolique des néo-libéraux

Dans un livre de vulgarisation qu'il a écrit en 1998 pour donner un peu de chair intellectuelle au projet politique néo-travailliste, et qui a pour titre *La Troisième Voie*, le sociologue britannique Anthony Giddens écrit dans une introduction aux visées internationalistes que « le Royaume Uni est (...) bien placé pour contribuer activement à l'émergence d'idées nouvelles. Plutôt que de s'appropriier simplement les tendances et les notions américaines, la Grande Bretagne pourrait servir d'étincelle dans la création interactive entre les Etats Unis et l'Europe continentale ». Par rapport à cette présentation un peu désincarnée de l'influence américaine sur la vie intellectuelle et politique britannique et de la centralité géopolitique de la Grande Bretagne, Loïc Wacquant, dans *Les prisons de la misère*, est sans doute plus près de la réalité des choses lorsqu'il présente Londres comme le *comptoir et le sas d'acclimation* des idées venues (et dans certains cas *revenues*) d'outre Atlantique. Bien sûr, il s'agit ici d'idées s'inspirant essentiellement des doctrines néo-libérale et néo-conservatrice : celles qui ont eu un impact déterminant sur la politique britannique depuis un quart de siècle. A cet égard, la Grande Bretagne joue effectivement un rôle essentiel dans le débat intellectuel et politique en Europe : non seulement elle est devenue au fil des ans et des transformations économiques et sociales la nouvelle patrie symbolique de bon nombre de commentateurs médiatiques et politiques (en France c'est sûr, mais sans doute aussi ailleurs), mais les deux premiers ministres marquants de la période récente n'ont jamais caché leur volonté de *leadership* politique et intellectuel en Europe. A la différence de son illustre prédécesseur, Blair se donne aujourd'hui les moyens de cette volonté en construisant des alliances qui vont bien au-delà des partis et des personnalités de sa famille politique (si cela a encore un sens) et bien au-delà des politiciens professionnels. Après avoir tenté de construire une alliance stratégique avec le SPD de Schröder, il s'est réorienté sur un axe sans doute plus confortable pour lui du point de vue doctrinal, qui comprend Aznar et Berlusconi.

Depuis la victoire des néo-travaillistes aux élections de 1997 confirmée de nouveau en 2001, Blair n'a eu de cesse de développer une stratégie de conquête intellectuelle et politique en Europe. Pour ne s'attarder que sur le cas français, souvent considéré par les britanniques comme le maillon faible dans la diffusion des idées néo-libérales, les interventions britanniques dans les débats français sont multiples. Peter Mandelson et le tout nouveau Ministre des Affaires Européennes, Denis McShane, fréquentent régulièrement les médias français, surtout *Le Monde* et *Libération*, pour y chanter la gloire du blairisme triomphant, « une révolution » selon l'un, un modèle « post-moderne » selon l'autre. Blair lui-même est récemment intervenu dans *Le Monde*. La défaite de Jospin au premier tour des élections présidentielles françaises a été l'occasion et le prétexte pour une série d'interventions britanniques dans le débat français. Anthony Giddens, sociologue connu, directeur de la *London School of Economics* et conseiller intellectuel de Blair en a profité pour faire la promotion de sa fondation, la *Policy Network*, qui, dans la plus pure tradition des *think tanks* anglo-saxons, tente de construire des ponts intellectuels et politiques entre les blairistes britanniques et les « modernisateurs » auto-proclamés du parti socialiste français.

Ce qui se passe en Grande Bretagne ne peut donc pas nous laisser indifférents – là se forge peut-être notre avenir d'Européens (j'allais dire si nous ne prenons pas garde). L'interprétation de la réalité britannique est devenue par ce fait un enjeu intellectuel et politique de première importance. Ainsi, lorsque le sénateur français et ancien Ministre des Finances de l'ère Mitterrand, Michel Charasse, prétend, dans un colloque universitaire français sur le néo-travailleursisme (novembre 1999), que Blair a eu une chance inouïe par rapport à Jospin dans la mesure où il a hérité « d'une économie saine et modernisée » après dix-sept ans d'administration conservatrice, sa prise de position s'inscrit dans une tentative délibérée d'apologie de ce que l'on pourrait appeler « le libéralisme réel ». J'ai la faiblesse de penser que Charasse n'est pas seul dans cette entreprise intellectuelle et politique polyphonique. Le maire de Mulhouse, Jean Marie Bockel se proclame « blairiste », mais il est dans ce cas assez seul ; cependant, beaucoup de ceux et celles qui participent aux débats actuels autour de la reconstruction de la gauche de gouvernement se nourrissent aux mêmes sources doctrinales que les blairistes, qui vont de von Hayek à Giddens, en passant par un Adam Smith largement instrumentalisé pour les besoins de la cause.

Si l'on regarde de près l'évolution politique du Royaume Uni depuis un quart de siècle, il est difficile donc de ne pas remarquer l'influence grandissante voire envahissante de penseurs dont l'insertion dans le champ intellectuel prend racine d'abord ou surtout aux Etats Unis. Ainsi les deux intellectuels marquants de la révolution thatcherienne qui s'est mise en branle au milieu des années soixante-dix lorsque Margaret Thatcher a ravi la direction de son parti, von Hayek et Friedman, opéraient à partir d'une base universitaire américaine (il faut le dire, après avoir subi une défaite intellectuelle en Europe à la sortie de la Deuxième Guerre Mondiale). De la même manière, aujourd'hui les idées punitives qui arrivent en force en Grande Bretagne et qui ont eu une influence déterminante sur la politique sociale et pénale des deux partis principaux, conservateur et néo-travailleursiste, ont commencé leur vie chez les néo-conservateurs américains, comme Wacquant l'a très bien démontré.

Le travail de subversion intellectuelle : le rôle des think tanks

Le travail que j'ai commencé dans *Les Evangélistes du Marché* et que j'ai poursuivi dans un essai sur la filiation entre le thatcherisme et la modernisation néo-travailleursiste, menée tambour battant par l'équipe autour de Blair, *Un Digne Héritier*, tente d'élucider les mécanismes par lesquels ce qui est devenu le nouveau sens commun de la gestion économique et sociale s'est imposé en Grande Bretagne. *Les Evangélistes* présente une première ébauche d'analyse du travail d'influence et de mise en réseau des intellectuels combattants néo-libéraux à partir de la fin de la Deuxième Guerre Mondiale. L'accent y est mis sur le réseau de *think tanks* mis en place à partir de 1947 (avec la fondation de la *Société du Mont Pèlerin*) mais qui prend son envol à partir des années soixante-dix avec la crise du mode de gestion keynésien. Il va sans dire que les think tanks ne sont pas les seuls à intervenir en faveur de la vision de marché de la société britannique, mais leur influence avait été, me semblait-il, trop longtemps sous-estimée. L'idée de base est qu'il a fallu tout un travail de subversion intellectuelle de l'ordre ancien (keynésien et social-démocrate), surtout dans le champ économique, pour que (pour reprendre des termes employés par les néo-libéraux britanniques eux-mêmes) l'impensable devienne peu à peu non seulement pensable, mais ensuite politiquement faisable.

On voit ainsi se constituer en Grande Bretagne, sous l'impulsion de véritables internationalistes néo-libéraux (dont certains mais pas tous ont été formés aux Etats Unis), des fondations spécialisées dans la vulgarisation et l'intervention politico-médiatique. C'est le travail de la taupe, si vous voulez, et dont la Grande Bretagne n'a été qu'un des lieux d'implantation dans le monde anglo-saxon. Ces fondations vont constituer le noyau dur, à partir duquel le travail de transformation du climat des idées va se faire, avec des relais puissants dans un certain nombre de milieux ciblés : média, universités, milieux financiers, etc. La captation par un groupe néo-libéral autour de Thatcher de la direction du parti conservateur en 1975 sera à la fois la réussite la plus spectaculaire de ce travail de taupe, mais aussi un tournant dans l'histoire du néo-libéralisme britannique, où l'on est passé de la contestation intellectuelle et politique à la préparation à l'exercice du pouvoir. Les think tanks ont joué un rôle aussi important dans la deuxième que dans la première phase de l'ascension néo-libérale.

On peut repérer trois officines spécialisées principales dans le domaine de la diffusion des idées néo-libérales. Elles travaillent avec un personnel permanent très réduit (à la différence des grandes fondations néo-libérales ou néo-conservatrices américaines, comme le *Manhattan Institute* ou *Heritage*, qui mobilisent des fonds et un personnel importants) mais bénéficient pour la rédaction d'articles, d'études ou d'ouvrages d'un large réseau de soutien universitaire international.

a. *Institute of Economic Affairs* (1957) : Ralph Harris et Arthur Seldon (Anthony Fisher)

b. *Centre for Policy Studies* (1974) : Margaret Thatcher et Keith Joseph

c. *Adam Smith Institute* (1976) : Madsen Pirie et Stuart Butler

Je ne donnerai pas ici une présentation exhaustive du travail entrepris par ces trois fondations, et de leur influence précise sur tel ou tel milieu : il suffit peut-être de rappeler simplement la division du travail effectuée entre les trois, qui faisaient largement appel aux mêmes intervenants intellectuels (de ceux qui étaient porteurs d'un maximum de capital symbolique, mentionnons donc von Hayek, Friedman, Paish, Coase et Bauer dans le champ économique universitaire ; plus récemment, Charles Murray pour ce qui concerne la politique sociale). L'*I.E.A.* a fonctionné à partir de la fin des années cinquante comme l'antenne britannique de la *Société du Mont Pèlerin* : c'est en particulier par l'*IEA* que les idées de von Hayek et Friedman ont été vulgarisées en Grande Bretagne et que les intellectuels néo-libéraux britanniques ont été mis en contact avec leurs homologues ailleurs, surtout aux Etats Unis. L'*IEA* se voulait « non-partisan » ciblant surtout les milieux journalistiques et universitaires ; mais il organisait aussi des séminaires réguliers en direction de personnalités importantes de la *City* de Londres et il ne faisait pas non plus l'impasse sur le personnel politique – bon nombre de ceux qui vont constituer la garde rapprochée autour de Thatcher dans les années quatre-vingt ont été formés intellectuellement par l'*IEA*. Le *CPS* (fondé par Thatcher elle-même et son mentor politique Keith Joseph) s'est donné pour objectif de convertir les cadres du parti conservateur aux idées néo-libérales et de contrer l'influence intellectuelle de la vieille garde keynésienne et consensualiste du parti. Enfin, l'*ASI* qui a commencé sa vie comme une antenne britannique de la *Heritage Foundation* s'est spécialisée dans des propositions pratiques de

privatisation (revendiquant la paternité de plusieurs mesures gouvernementales dans ce domaine) ; au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, il est devenu une sorte de collectif international de consultants en privatisation, intervenant de plus en plus en dehors du territoire britannique. Il est sans doute significatif que dans la période la plus récente deux de ces trois fondations se sont prononcées très positivement par rapport à la « modernisation » néo-travailleuse entreprise par Blair à partir de 1994 (accordant le sceau de conformité néo-libérale à la politique menée par ce dernier).

L'offensive anti-syndicale : un exemple du travail de subversion néo-libérale

L'ambition commune de l'ensemble des révolutionnaires néo-libéraux regroupés dans et autour des think tanks a été, bien sûr, en général d'en finir avec l'interventionnisme de l'après-guerre (de rompre le consensus keynésien et social-démocrate – en 1974 le très thatcherien Keith Joseph parlait de « trente ans de détritisme cumulé du socialisme »). Mais dans le cas britannique le débat lancé par eux a pris, me semble-t-il, un tour assez spécifique par rapport au même débat dans d'autres pays. Cette spécificité a une résonance particulière dans ce colloque. Il s'agissait en fait non seulement de faire reculer les frontières de *l'Etat* (roll back the frontiers of the state, comme disaient les thatcheriens) dans les domaines économique et social – ambition néo-libérale universelle –, mais aussi, voire surtout, étant donné la puissance et la prégnance syndicales dans la société britannique, de mettre fin à l'intervention des syndicats dans ces mêmes domaines. Dans la vision hayékienne l'intervention syndicale est perçue au même titre que l'intervention de l'Etat comme une source importante de dysfonctionnement des mécanismes du marché : dans la vision politique thatcherienne les syndicats sont perçus comme une menace pour l'autorité de l'Etat. C'est un thème récurrent dans les publications des think tanks et il figure en bonne place dans la plateforme électorale conservatrice de 1979.

La question syndicale avait été dès le départ au cœur de la problématique néo-libérale britannique. Dans la rhétorique de von Hayek, il s'agissait de détruire les positions « monopolistiques » que les syndicats britanniques s'étaient octroyés sur le marché du travail. Pour ce faire il a fallu d'abord déployer une stratégie rhétorique de disqualification systématique de l'activité syndicale. Si von Hayek et ses disciples s'y employaient dans les années soixante-dix dans le champ intellectuel, d'autres intervenaient de manière tout aussi efficace dans le champ médiatique. La situation troublée de la période s'y prêtait – c'était l'époque où le terme d'« ingouvernabilité » est entré avec force dans le vocabulaire journalistique, et permettait de mettre les hooligans des stades, les para-militaires de l'IRA et les syndicats tous dans le même sac de l'anarchie sociale.

Le rêve, à l'époque utopique, de von Hayek et de ses disciples britanniques avait été de revenir à la situation *d'avant 1906*, date d'une législation votée par la majorité libérale au parlement britannique accordant un ensemble de protections juridiques à l'activité collective des salariés. Les syndicats étaient présentés comme étant responsables d'un ensemble de *rigidités* caractéristiques du marché du travail et de l'économie britanniques plus généralement. C'est le début de la bataille sur la « flexibilité » qui s'annonce. Ainsi, la flexibilisation du marché du travail (c'est à dire l'introduction massive de la précarité) va de pair avec la bataille contre les syndicats.

Ainsi, lorsque les thatchériens vont arriver au pouvoir en 1979, le dispositif anti-syndical jouera un rôle central dans leur stratégie de dérégulation. En effet, à l'instar de von Hayek, ils percevaient les syndicats comme le principal obstacle à la marche forcée vers une économie de marché (ils étaient aussi bien sûr dans la vision politique de Thatcher « *the enemy within* »). Le développement de la précarité au sein de la société britannique (avec l'installation d'un chômage de masse, c'est le fait social majeur des années quatre-vingt) ne peut pas se penser indépendamment de la stratégie anti-syndicale. Le démantèlement des dispositifs de protection des salariés (il s'agissait surtout de revenir sur la législation travailliste de 1975, la *Employment Protection Act*) va se conjuguer avec une offensive désormais juridique contre la puissance syndicale. L'on verra les gouvernements thatchériens progressivement réduire et retirer les contraintes pesant sur les employeurs, réduisant ainsi le droit du travail britannique à une peau de chagrin et multipliant les zones de non-droit : en fin de période, par exemple, il n'existait plus aucune protection contre le licenciement abusif pour les salariés avant la troisième année de leur contrat. L'effet conjugué des six lois sur l'activité syndicale qui ont été votées entre 1980 et 1992 a été évidemment de réduire la puissance d'action des syndicats mais aussi de créer les conditions propices au développement de la « flexibilité ». La « flexibilité », à son tour, synonyme d'isolement croissant des travailleurs enfermés dans un face-à-face inégal avec leur employeur, sans médiation « extérieure », deviendra une formidable arme contre toute action collective.

Ainsi en une quinzaine d'années la Grande Bretagne est passée d'une place forte de l'activité et de l'influence syndicales pour devenir le pays développé avec « les lois syndicales les plus contraignantes » : réduction et ensuite suppression du monopole syndical d'embauche ; restrictions concernant les piquets de grève et les actions dites « secondaires » de solidarité, de boycott ou de blacking ; imposition du vote postal secret pour les actions de grève ou les élections syndicales ; réintroduction de la responsabilité pénale des syndicats en cas de grève et de nouvelles contraintes draconiennes concernant l'organisation même de grèves ; protection accrue des droits des non-grévistes lors de conflits de travail, etc.. C'est une des dimensions importantes de cette économie « saine et modernisée » évoquée par Charasse et aujourd'hui gérée dans la plus grande fidélité doctrinale par Blair.

Malgré la rhétorique néo-libérale, on aurait donc tort de chercher dans l'imposition d'une nouvelle flexibilité aux travailleurs britanniques une logique purement économique. En réduisant massivement la possibilité de défense collective des intérêts des salariés et en démantelant les droits de ces derniers, il s'agissait surtout et avant tout de réimposer une discipline sur les lieux de travail, un « *management's right to manage* » qui avait été sérieusement malmené pendant les années soixante-dix avec la montée du militantisme syndical et extra-syndical.. Ceci a largement contribué à développer un climat de docilité et de peur parmi les salariés des entreprises britanniques flexibilisées. C'est ce qui ressort, entre autres, du rapport présenté en 1997 par l'association nationale des Citizens' Advice Bureaux, *Flexibility Abused*, qui répertorie les plaintes enregistrées dans ses permanences par des salariés victimes d'abus patronaux mais qui craignent de se faire défendre par les syndicats.

C'est peut-être une des conséquences les plus remarquables de ce nouveau sens commun hayékien qui soude la classe politique britannique aujourd'hui que le gouvernement de Blair, non seulement n'a pas voulu revenir sur le fond de cette flexibilisation du marché du travail et sur la domestication des syndicats mais au contraire les

propose comme modèle d'organisation aux partenaires européens. Il est tout aussi remarquable que dans la période la plus récente, Blair a choisi de jouer une stratégie « thatchérienne » contre la grève des pompiers britanniques, stratégie largement calquée sur celle déployée par Thatcher lors de la grève des mineurs en 1984-1985.